



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA

220 Laurier Avenue W. Suite 900

Ottawa, ON K1P 5Z9

613-729-3911

Mars 2025

DE LA MENACE A L'OPPORTUNITE : UN PLAN D'ACTION POUR DIVERSIFIER ET ACCROITRE LA COMPETITIVITE DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DE LA VIANDE ROUGE

Le Conseil canadien de la viande (CCV) est le porte-parole national de l'industrie de la viande au Canada. Il représente l'ensemble de la chaîne de valeur de la production de viande rouge au Canada, y compris toute la viande bovine et porcine vendue à l'échelle internationale. Représentant plus de 90 % du secteur, le CMC défend les intérêts de plus de 162 membres titulaires d'un permis fédéral dans les domaines de la fabrication, des services, de la distribution et de la vente au détail. L'industrie canadienne de la viande rouge contribue pour plus de 20 milliards de dollars à l'économie et soutient 300 000 emplois dans tout le pays.

Les membres du CMC nourrissent les Canadiens, stimulent les économies rurales et font preuve d'un leadership mondial en matière d'excellence agroalimentaire. Les membres opèrent dans des communautés qui dépendent de la stabilité et de la vitalité d'une industrie nord-américaine de la viande intégrée. Les produits traversent souvent la frontière 3 à 5 fois, du bétail à l'emballage, avant de se retrouver dans l'assiette d'un convive. En 2023, le total des échanges de viande rouge entre le Canada et les États-Unis, y compris les importations et les exportations de porcs, de porc, de bovins et de bœuf, s'élevait à 11,1 milliards de dollars canadiens. Ce chiffre est étayé par une somme encore plus importante qui englobe les emballages, les équipements et les ingrédients qui alimentent l'industrie de la viande rouge.

L'industrie canadienne de la viande est confrontée à une menace financière importante sous la forme d'une dynamique commerciale changeante. Cette menace s'accompagne toutefois d'un moment crucial pour renforcer la compétitivité à long terme de l'industrie. Les mesures suivantes se concentrent sur des solutions applicables qui renforcent la résilience des producteurs et des transformateurs de viande canadiens, ainsi que de ceux qui fournissent des services à l'industrie.

1. Le commerce et l'accès aux marchés en tant que priorité stratégique

Plus de la moitié de nos produits étant destinés aux marchés d'exportation, il est essentiel de garantir et d'élargir l'accès aux marchés. Donner la priorité aux efforts visant à renforcer et à diversifier l'accès aux marchés produira des avantages considérables pour notre industrie et renforcera sa viabilité à long terme. Il est essentiel d'accélérer les approbations techniques, les certifications et les audits des systèmes d'inspection afin de transformer l'accès fourni par les accords commerciaux

en opportunités commercialement viables pour les transformateurs de produits alimentaires. Voici quelques actions clés:

Commerce:

- a) **États-Unis:** Assurer la continuité de l'Accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, résoudre les principaux irritants, renforcer la cohérence réglementaire.
- b) **PTPGP:** engager des négociations d'adhésion avec les partenaires potentiels concernés, en particulier les membres de l'ANASE, résoudre les principaux irritants tels que l'ascension du Royaume-Uni, mettre en œuvre de bonnes pratiques réglementaires.
- c) **Royaume-Uni:** Finaliser les négociations en vue d'un accord global avec un chapitre SPS solide.
- d) **UE:** résoudre les principaux irritants, mettre en œuvre de bonnes pratiques réglementaires pour tirer parti de l'AECG.
- e) **Accélérer l'accès à de nouveaux marchés** (Indonésie, Équateur et ANASE en ratifiant des accords de libre-échange et en accélérant les approbations techniques).
- f) **OMC et organismes internationaux de normalisation (OIE, WOHA...)** : renforcer la présence canadienne pour façonner les règles mondiales et garantir le respect des lignes directrices internationales.

Accès au marché :

- g) **Chine :** reprendre le dialogue avec la Chine pour rétablir l'accès à la viande de porc et de bœuf, en s'appuyant sur le nouveau bureau de défense de la viande canadienne à Pékin.
- h) **Corée :** accélérer les réductions des contingents tarifaires (CT) pour les viandes canadiennes afin de les aligner sur le calendrier des États-Unis. Veiller à ce que les établissements canadiens de transformation de la viande figurent sur la liste des autorités coréennes.
- i) **Vietnam :** Supprimer les exigences en matière de tests microbiologiques et les restrictions sur la viande de bœuf provenant d'animaux importés.
- j) **République dominicaine :** accélérer les discussions sur l'accès au bœuf et au porc en 2025.
- k) **PPA :** continuer à signer des accords de zonage sur la peste porcine africaine avec le Japon, la Corée du Sud et les Philippines.

2. Supprimer les barrières nationales

La production canadienne de viande rouge est un secteur très réglementé. Cette réglementation nous permet de mettre sur le marché de la viande sûre et répondant à des normes de haute qualité. Cependant, le paysage réglementaire doit être équilibré avec la continuité et la viabilité de l'entreprise.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) joue un rôle crucial dans la compétitivité de notre industrie et bon nombre des mesures énumérées ci-dessous visent à rationaliser les processus décisionnels, à réduire les obstacles inutiles à la compétitivité et à diminuer les coûts de production au sein de ce département. Les limitations de ressources auxquelles l'ACIA est



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA

220 Laurier Avenue W. Suite 900

Ottawa, ON K1P 5Z9

613-729-3911

confrontée, telles que la pénurie de vétérinaires, limitent la réussite de notre secteur. Globalement, l'ACIA doit équilibrer son double mandat de régulateur et de fournisseur de services pour que l'industrie réussisse.

En outre, notre secteur est un employeur et un exportateur de premier plan. Les possibilités de renforcer notre secteur concernent également les politiques du travail, les transports et le commerce intérieur, comme indiqué ci-dessous.

a) **Moderniser la norme relative à l'interdiction des aliments pour animaux**

Canada devrait accélérer l'harmonisation de son interdiction renforcée des aliments pour animaux avec les réglementations américaines, en tirant parti de son statut de risque négligeable d'ESB pour réduire la charge réglementaire et harmoniser les réglementations avec les clients et les concurrents. Cela permettrait de réduire les coûts et d'accroître l'efficacité des transformateurs de viande bovine et profiterait à l'industrie canadienne de la viande bovine tout en maintenant les normes de sécurité alimentaire.

Département responsable : Agence canadienne d'inspection des aliments

b) **Remédier aux incohérences des inspections de l'ACIA, notamment en ce qui concerne le DRG**

La variabilité de l'interprétation des règlements et des documents d'orientation de l'ACIA à travers le Canada entraîne un désalignement opérationnel des pratiques, ce qui entraîne des difficultés, une augmentation des coûts et des désavantages concurrentiels pour les transformateurs à travers le Canada.

L'interprétation et la mise en œuvre incohérentes des directives de l'ACIA concernant l'ablation des ganglions de la racine dorsale (DRG) chez les bovins de plus de trente mois dans les différentes régions en sont un exemple. L'ACIA devrait veiller à une mise en œuvre cohérente, à une plus grande flexibilité et à une meilleure formation sur les directives relatives à l'enlèvement des ganglions de la racine dorsale afin de s'assurer que tous les établissements respectent les mêmes normes, améliorant ainsi l'efficacité de l'industrie.

Département responsable : Agence canadienne d'inspection des aliments

c) **Rationaliser les modifications de l'étiquetage et permettre une plus grande souplesse dans l'application de la législation**

La mise en œuvre des modifications de l'étiquetage nécessite au moins deux ans. Le chevauchement des initiatives gouvernementales en matière d'étiquetage et les retards dans la publication des lignes directrices ont raccourci les délais de mise en conformité et de mise en œuvre des changements. Il en résulte un gaspillage et une augmentation des coûts pour les entreprises. Tout type de modification des étiquettes actuelles peut avoir les mêmes conséquences (par exemple, changement de catégorie d'ingrédients). Le gouvernement doit rationaliser son approche



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA

220 Laurier Avenue W. Suite 900

Ottawa, ON K1P 5Z9

613-729-3911

des changements d'étiquetage en communiquant entre les départements et en adoptant une approche flexible pour faire appliquer les changements d'étiquetage dans un certain délai.

Département responsable : Agence canadienne d'inspection des aliments

d) Reconnaissance du statut de *Trichinella*

Le dernier cas de trichinellose humaine associé à l'approvisionnement en porcs domestiques du Canada remonte à 1980. Le Canada produit de la viande de porc dans des systèmes de production avancés avec des normes contrôlées pour éviter l'exposition aux animaux sauvages ou aux rongeurs, grâce à notre programme de sécurité alimentaire à la ferme (Canadian Pork Excellence) et à des mesures strictes de biosécurité. En raison des conditions climatiques au Canada, la plupart des porcs sont élevés dans des bâtiments contrôlés et confinés. Le Canada s'est également engagé à respecter les exigences annuelles de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) en matière de surveillance, de tests et de rapports.

Le Canada doit obtenir la reconnaissance officielle de son statut de pays indemne de trichine afin de supprimer les exigences inutiles en matière d'exportation, en particulier pour l'UE.

Département responsable : Agence canadienne d'inspection des aliments

e) Freeze the LMIA Fee Increase & create a permanent federal immigration pathway

Emploi et Développement social Canada (EDSC) est en train de revoir les frais des études d'impact sur le marché du travail (EIMT), ce qui pourrait alourdir le fardeau des entreprises de transformation de la viande qui dépendent du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Le recrutement d'un TET coûte aux employeurs entre 7 000 et 15 000 dollars par travailleur.

Le gouvernement devrait geler les augmentations des frais d'EFT afin de maintenir l'accès de l'industrie à la main-d'œuvre essentielle.

En outre, avec l'expiration du programme pilote d'immigration agroalimentaire, il n'y a pas de voie fédérale vers la résidence permanente pour les nouveaux résidents canadiens qui travaillent dans notre secteur. Notre secteur offre des emplois permanents tout au long de l'année et une voie d'accès à la résidence permanente qui est spécifique au secteur agroalimentaire est nécessaire pour garantir que nos usines disposent de la main-d'œuvre dont elles ont besoin pour fonctionner.

Département responsable : Emploi et développement social Canada (ESDC) et Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada

f) Soutenir le commerce interprovincial de la viande avec une norme fédérale unique

La viande transformée dans des installations inspectées par les provinces ne peut être vendue en dehors de la province. Bien que la viande inspectée par les provinces ne représente que 5 % de l'approvisionnement en viande rouge du Canada, elle crée néanmoins un système d'inspection à



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA

220 Laurier Avenue W. Suite 900

Ottawa, ON K1P 5Z9

613-729-3911

plusieurs niveaux au Canada et limite l'accès au marché. Les incohérences provinciales qui varient d'une juridiction à l'autre peuvent affecter la confiance des consommateurs canadiens ou des consommateurs du monde entier vers lesquels nous exportons. Les audits réalisés par les partenaires commerciaux étrangers peuvent ne pas accepter les normes provinciales en matière de sécurité alimentaire, ce qui pourrait compromettre l'accès aux marchés internationaux.

Le gouvernement devrait faciliter le commerce interprovincial en éliminant les systèmes d'inspection à plusieurs niveaux, en veillant à ce que les installations inspectées par les provinces répondent à des normes de sécurité alimentaire équivalentes à celles des établissements inspectés par le gouvernement fédéral.

Département responsable : Agence canadienne d'inspection des aliments, Agriculture et Agroalimentaire Canada

g) Assurer la continuité des activités le long des principaux corridors de transport

Nos membres consacrent des ressources considérables à la création et au maintien de relations avec des clients dans le monde entier ; lorsque les entreprises ne peuvent pas honorer leurs commandes de manière fiable, cela met en péril les relations que nos membres ont travaillé dur pour maintenir. Pour que le Canada soit un partenaire commercial compétitif dans l'économie mondiale, les entreprises doivent être en mesure d'acheminer les marchandises vers et depuis le marché de manière fiable et efficace.

Nous recommandons au gouvernement de collaborer avec ses partenaires, les employeurs et les syndicats pour modifier le Code canadien du travail afin de se prémunir contre les catastrophes économiques en dotant le ministre du Travail d'outils de résolution des conflits (comme l'arbitrage obligatoire) pour éviter qu'un arrêt de travail ne paralyse des chaînes d'approvisionnement essentielles et ne mette en péril la santé, la sécurité et les moyens de subsistance des familles canadiennes. En outre, le gouvernement devrait identifier et adopter des mécanismes de résolution des conflits du travail adaptés aux opérations d'infrastructures stratégiques canadiennes.

Département responsable : Emploi et développement social Canada (ESDC), Secrétariat du Conseil du Trésor

3. Promouvoir la viande rouge canadienne sur les marchés mondiaux

Environ 50 % de la viande bovine et 70 % de la viande porcine canadiennes sont exportées. Bien que la viande rouge canadienne soit très appréciée par ceux qui la connaissent au niveau international, nous restons sous-représentés sur les marchés mondiaux. De nombreux clients potentiels ne connaissent pas la qualité supérieure et la valeur des produits canadiens. Un effort unifié de l'industrie, associant les producteurs, les transformateurs, les organismes de commercialisation comme Canada Beef, Canada Pork et le gouvernement, devrait se concentrer sur la promotion des produits carnés canadiens à l'échelle mondiale. Cela nous aidera à accroître notre part de marché, à établir une forte présence internationale et à positionner la viande rouge canadienne comme un



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA

220 Laurier Avenue W. Suite 900
Ottawa, ON K1P 5Z9
613-729-3911

produit de qualité supérieure dans le monde entier. Un portefeuille solide et diversifié de relations commerciales internationales est essentiel à notre réussite.

Prochaines étapes:

Nous demandons instamment au gouvernement d'agir rapidement sur ces ajustements afin de soutenir l'industrie canadienne de la viande rouge dans le changement transformateur qui est nécessaire dans un contexte de défis commerciaux croissants. Nous avons une opportunité générationnelle d'aider les entreprises canadiennes à réaliser leur potentiel. Nous nous réjouissons de poursuivre notre collaboration sur ces priorités.